

Inde Le village comme République

En Inde, le KRRS, l'association des agriculteurs de l'État du Karnataka (situé au sud de la péninsule), constitue l'un des mouvements paysans les plus puissants et les plus médiatisés.

Un texte
de l'association
des agriculteurs
de l'État
du Karnataka
(Inde)

Août 2002 : à Davanagere, en Inde, des activistes du KRRS détruisent des plantations de coton BT, issues de semences génétiquement modifiées et résistantes à certaines maladies. Avant d'entamer cette action, ils ont convaincu les propriétaires des champs que les semences BT étaient nocives à l'environnement et nuisaient aux insectes utiles à l'agriculture. Le KRRS n'en est pas à son premier coup d'éclat, loin de là !

À ce jour, il n'existe pas de registre global des membres du KRRS : il serait d'ailleurs impossible à établir et à tenir à jour, sauf si un système bureaucratique lourd était mis sur pied. Cependant, selon les informations issues des unités villageoises composant l'association, l'on estime à environ 10 millions les membres de ce mouvement. Impressionnant, quand on sait que l'État de Karnataka, qui est leur berceau, compte un total de 50 millions d'habitants.

Le KRRS est né en 1965 d'un petit mouvement d'agriculteurs - ils étaient cinq ! Au fil des ans, il s'est agrandi pour former, en 1980, l'association bien connue aujourd'hui. Ces agriculteurs considèrent leur action comme intégrée dans un très long processus de construction d'une nouvelle société, qui doit être conduit au niveau local mais doit également atteindre un niveau global, et qui ne peut en tout cas pas aboutir sans l'implication active et directe de la société en tant que tout... Il ne s'agit pas d'un mouvement corporatiste : son travail dépasse les problématiques spécifiquement agricoles puisqu'il a pour but le changement social à tous les niveaux. Autre élément important : l'autonomie et la liberté du village sont fondées sur l'autonomie et la liberté de ses membres individuels.

Référence à Gandhi

Le KRRS étaye son analyse et sa pratique sur une approche gandhienne : son objectif ultime est la

réalisation d'une « République villageoise », un modèle d'organisation sociale, politique et économique fondé sur la démocratie directe, sur l'autonomie économique et politique, sur l'autosuffisance, sur la participation de tous les membres de la communauté à la prise de décision dans les affaires courantes les concernant, et sur la création de mécanismes de représentation qui garantissent que les problèmes touchant plusieurs communautés sont réglés grâce à des processus de consultation impliquant la totalité des communautés affectées par les décisions. Gandhi, en effet, n'avait pas adopté le modèle de l'État-nation, mais celui d'une confédération de communautés villageoises dans laquelle chaque village produit sa propre nourriture, dispose de ses propres artisans, de ses propres banquiers, de ses propres enseignants... Ainsi, la prédominance du contrôle local dans l'économie est le garant de la cohésion et de la solidarité sociale. L'argent et les machines sont au service des gens et non l'inverse.

Le KRRS au Parlement

Ce modèle est d'ailleurs appliqué à l'organisation interne du mouvement. L'unité de base de l'organisation est l'unité villageoise, le seul niveau où des registres sont tenus, puisqu'il serait si compliqué de le faire au niveau de l'État pour un mouvement d'une telle ampleur.

Pour l'association, une réelle transformation sociale n'est possible que depuis la base. Cependant, les membres du KRRS ont décidé de participer aux élections. Ils avaient en effet remarqué qu'un grand nombre de politiques gouvernementales qui affectaient les agriculteurs de manière très négative n'avaient pas été modifiées malgré des actes de désobéissance civile répétés. Leur présence dans le processus électoral et au Parlement leur donne une arme supplémentaire pour >



Manifestation de masse du KRRS.
Photo : KRRS.

Comment s'organise le KRRS ?

L'unité villageoise décide de ses propres formes d'organisation et de financement, de même que de ses programmes et de ses actions. Au-dessus du village, se trouvent les « Taluk », soit des groupes d'environ 100 villages. Viennent ensuite les niveaux du district et de l'État. Pratiquement, les décisions qui concernent plus d'un village mais pas plus d'un Taluk sont prises au niveau du Taluk. De la même manière, l'organe de prise de décision pour le niveau de l'État est le Comité exécutif de l'État, composé de 400 délégués issus de tous les districts – le KRRS est actif dans 17 des 19 districts du Karnataka.

> forcer à des changements. Cependant, la participation aux élections est sujette à de nombreuses conditions : en Inde, la règle générale veut que tout candidat paie une caution pour valider sa candidature. Il ne la reçoit que s'il gagne les élections. Les candidats du KRRS ne sont pas autorisés à payer cette caution eux-mêmes : elle doit être rassemblée par leurs électeurs locaux. De la sorte, toute décision en faveur de ou contre une candidature, de même qu'à propos de la personne qui représente l'association aux élections, est contrôlée par la totalité des électeurs.

Contre le patriarcat

De par son organisation interne et les moyens de pression dont il dispose, le KRRS se bat pour un changement culturel. Il a toujours dénoncé le système des castes, considérant son élimination comme une étape nécessaire à la justice sociale en Inde. Les programmes du KRRS défient d'ailleurs les structures patriarcales : les femmes y disposent de leurs propres structures, y organisent leurs propres mobilisations et y établissent leurs propres programmes. À l'extérieur du mouvement également, elles se regroupent de leur propre chef et présentent leurs propres demandes. Les femmes, comme les hommes ont participé à la mobilisation contre l'organisation de l'élection de « Miss Univers » en Inde. Par ailleurs, une longue campagne, soutenue par d'autres organisations plus petites, a imposé un pourcentage minimum de sièges de députés réservés aux femmes.

Action directe et non-violente

Le KRRS travaille selon un engagement clair de désobéissance civile pacifique et de non-violence. Il promeut l'usage de méthodes telles que l'action directe pour résoudre les conflits et surmonter les problèmes. Cependant, le principe gandhien de non-violence s'applique aux êtres humains, et non aux objets inanimés, ce qui explique que certaines actions avaient pu conduire à des dégâts matériels. Quoi qu'il en soit, dans les régions où le KRRS est fort implanté, le niveau de violence entre les différents groupes religieux est bien moindre que la moyenne nationale. C'est sans doute la raison pour laquelle le KRRS est la cible du BJP, le parti fondamentaliste hindou, qui rejette également la remise en cause des castes et du patriarcat traditionnels prôné par le mouvement paysan. Le BJP a utilisé tous les moyens possibles pour affaiblir l'association, en vain.

Face aux technologies et à la globalisation

C'est ainsi que le KRRS s'est opposé, depuis leur lancement en Inde, aux technologies liées à la

Révolution verte, qui avait pour but de généraliser une agriculture chimique et exigeant d'énormes capitaux. Aujourd'hui, il mobilise différents secteurs de la société contre les biotechnologies. La libéralisation du commerce est intimement liée aux questions agricoles : le KRRS a été le premier mouvement populaire en Inde à organiser des mobilisations massives contre le GATT. Certaines manifestations rassemblaient jusqu'à un demi-million de personnes. En se référant aux principes de désobéissance civile et d'action directe, l'association a organisé une série d'événements impressionnants : lors d'une action de désobéissance civile, 37 000 personnes ont été arrêtées en un seul jour ! C'est dans le but de conscientiser les circonscriptions locales aux problèmes globaux que les bureaux de Cargill à Bangalore ont été occupés par 1 000 activistes, qui ont jeté mobilier et équipement par les fenêtres et en ont fait un énorme feu. D'autres exemples peuvent être cités, tel le démantèlement physique d'une unité semencière de Cargill qui allait être construite au Karnataka, ou l'occupation d'une succursale de Kentucky Fried Chicken, ainsi que de nombreuses actions contre Monsanto. Par ailleurs, cette conscientisation locale concerne également l'impact des organismes de prise de décision politique mondiaux : le commerce multilatéral, l'OMC, les droits de propriété intellectuelle sur le vivant comptent parmi les thèmes compliqués qui ont été vulgarisés auprès des villageois.

Pour une union nationale et internationale

Concentré sur l'aspect local de son action, le KRRS n'en néglige pour autant les processus de mise en réseau nationaux : il a joué un rôle-clé dans la fondation de la BKU, l'Union nationale des agriculteurs, dont il est membre à part entière. Au niveau international, l'association participe régulièrement à de nombreuses manifestations d'envergure contre le libre-échange et l'OMC. Il fut l'un des mouvements initiateurs de « La Caravane », un rassemblement d'opposants au monde que les institutions internationales préparent, qui a traversé l'Europe en 1999, sans compter une présence aux contre-sommets altermondialistes organisés ces dernières années.

Le KRRS compte également parmi les plus de 50 millions de membres que revendique Via campesina, une association installée au Honduras regroupant des organisations agricoles et paysannes issues d'une soixantaine de pays dans le monde. ■

Texte adapté de l'anglais par Françoise Van Poucke